

AVIS D'EXPERT

Gérard Augustin-Normand, président de Richelieu Finance

Il est tard, Monsieur le Président...



Au lendemain de l'élection présidentielle, la Bourse de Paris n'a guère varié. Ce n'est pas un mystère : les hommes de marchés préféreraient Nicolas Sarkozy à Ségolène Royal. Gérard Augustin-Normand réagit, dans un appel à l'action à l'intention du nouveau président.

Votre élection, Monsieur le Président, est un appel des Français qui, à travers vous, ont voté pour le changement. Votre large victoire vous oblige et vous impose une responsabilité particulière, à la hauteur de l'espoir que vous avez fait naître. Vous ne devez pas décevoir ; il faut agir vite.

Sur le terrain économique, la France a pris un retard important sur ses voisins, notamment l'Angleterre et l'Allemagne, qui ont su engager à temps les réformes structurelles qui s'imposent. Les gouvernements qui se sont succédé en France depuis trente ans n'ont pas osé, et leur recherche permanente du consensus n'a fait que creuser le fossé qui sépare aujourd'hui la classe politique du monde de l'entreprise.

Comprenez-vous que le rôle de l'État moderne doit être d'organiser le cadre dans lequel l'entreprise peut se battre à armes égales avec ses concurrents étrangers, pour le bien de la communauté, de l'État, des salariés, des actionnaires ?

Le temps de la lutte des classes est révolu ; celui de la libération des énergies est devant nous. Les énergies créatrices de richesses et d'emplois sont dans l'entreprise. C'est votre responsabilité, Monsieur le Président, de les libérer, à l'exemple de nos voisins, qui ont su adopter des règles sociales et fiscales compatibles avec le monde économique moderne et faire bénéficier leurs entreprises d'un cadre favorable à leur épanouissement.

Nos voisins ont engagé de vastes réformes pour simplifier et alléger leur fiscalité, alors que les Français sont accablés de contributions, prélèvements, charges et impôts, qui se multiplient et se superposent au risque de décourager tout esprit d'entreprise et d'appauvrir notre pays dans son ensemble.

La réduction de la dette et des déficits limite votre marge de manœuvre ? Au contraire ! En soulevant le couvercle et en donnant de l'air à nos entreprises, vous allez restaurer les grands équilibres, favoriser la création d'emplois, l'augmentation des recettes fiscales, la réduction des déficits sociaux et le rétablissement de notre commerce extérieur.

Regardez autour de vous. Il n'y a pas de fatalité ; les choix politiques sont déterminants : ils peuvent assurer en quelques années la prospérité ou la faillite d'un pays. La France a perdu en peu de temps quelques contribuables fortunés, mais

surtout des entreprises et des emplois. Ce ne sont pas les préfets, les ministres ou les présidents de régions qui créent des emplois, ce sont les entreprises. Vous le savez, Monsieur le Président. Les Français vous ont fait confiance. À vous de leur redonner le goût d'entreprendre et de réussir en France, sans honte ni crainte. Il est tard, le temps presse.

En donnant de l'air à nos entreprises, vous allez restaurer les équilibres, favoriser la création d'emplois...